

N°353
OCTOBRE
2019

BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

| | | | | | |
|-------------------------------------|----------------------|--------------------------------|-------------------|------------------------------|--|
| Actualité de l'Agence France Trésor | Actualité économique | Données générales sur la dette | Marché secondaire | Dettes négociables de l'État | Économie française et comparaisons internationales |
| page 1 | page 3 | page 4 | page 6 | page 7 | page 8 |

Actualité de l'Agence France Trésor

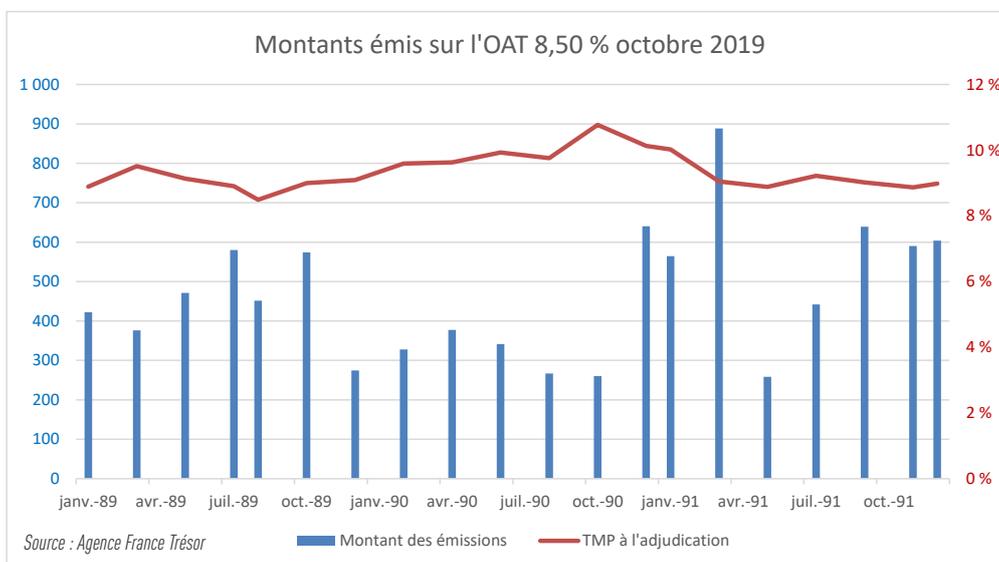
L'OAT 8,50 % 25 OCTOBRE 2019 : RETOUR SUR LA PREMIÈRE OBLIGATION DE MATURITÉ 30 ANS ÉMISE PAR LA FRANCE

Le 25 octobre, l'Agence France Trésor a procédé à l'amortissement de l'OAT à 30 ans 25 octobre 2019 portant un coupon de 8,5 %. Retour sur les conditions de la création de cette OAT le 5 janvier 1989.

François Mitterrand est président de la République et vient d'entamer son deuxième mandat. Michel Rocard est Premier ministre, Pierre Bérégovoy, ministre de l'Économie et des Finances. La croissance en France s'établit à 4,0 %, l'inflation à 3,6 %. Le taux de chômage s'inscrit en baisse et atteint 8,2 %. Le déficit budgétaire de l'État s'améliore et atteint -1,8 % du PIB. La dette publique avoisine 34 % du PIB. La balance commerciale de la France est déficitaire de 1 point de PIB. Le Franc est la monnaie de la France.

En janvier 1989, le Trésor lance l'OAT 8,50 % 25 octobre 2019. Cette nouvelle obligation, d'une maturité 30 ans, équivalente à celle de l'emprunt « phare » américain, représentait une innovation sur le marché européen, qui ne connaissait pas à l'époque de titres d'une maturité initiale supérieure à 25 ans qui était aussi le point le plus long de la courbe française. Par cette opération le Trésor visait à compléter la courbe de taux française par l'ajout d'un point de courbe plus lointain.

La nouvelle OAT 30 ans a été adjugée dans un contexte d'espoir de détente sur les taux en France. La fragilité du Franc constituait alors un obstacle à une baisse des taux, du fait de l'incorporation d'une prime de risque (de dévaluation de la monnaie). À la mi-janvier 1989, les taux long terme tombent en dessous des 8,60 %. C'est à ce moment qu'a été fixé le coupon de la nouvelle OAT 30 ans. Cependant, la baisse des taux long terme n'intervient pas tout de suite, comme le montre sur le graphique l'évolution du taux moyen pondéré (TMP) lors des adjudications successives. Le TMP au total des adjudications de 1989 à 1991 a été de 9,29 %.



Cette nouvelle OAT avait été annoncée dans le calendrier indicatif des émissions des obligations du Trésor pour 1989, pour au moins un milliard de francs, par adjudication. La première émission se fit le 5 janvier 1989, comme troisième tranche de l'emprunt d'État janvier 1989. Le graphique ci-dessus montre les émissions successives pour cette OAT, avec des montants convertis en euro.

Toutes les émissions sont intervenues entre janvier 1989 et décembre 1991, soit 20 adjudications pour un encours total de 61,328 milliards de francs. Après la conversion en euro le 1er janvier 1999, deux rachats par adjudication ont réduit la taille de la souche de 125 millions d'euros en 2000 et 380 millions d'euros en 2001. Ainsi au 30 septembre 2019, son encours s'établissait à 8,844 milliards d'euros, démembré à hauteur de 5 591 milliards d'euros, soit 63,21 % de son encours.

Cette ligne d'OAT recueillit un franc succès auprès des investisseurs. En juin 1989, le Trésor déclarait à la presse que « les lignes d'emprunt à très long terme lancées récemment se sont bien placées et témoignent de la bonne acclimatation de ces produits sur le marché parisien » : l'année 1989 est aussi l'année d'une autre innovation pour le Trésor puisque c'est l'année de l'entrée de l'Écu dans les valeurs du Trésor avec le lancement de l'OAT 8,50 % 12 mai 1997, en avril 1989, par syndication.

Le remboursement de l'octobre 2019 va alléger la charge de la dette. En effet, en considérant le taux moyen à l'émission à moyen long terme depuis le début de l'année 2019 (toutes maturités confondues), soit un taux moyen pondéré de 0,16 % à ce stade de l'année, il en résulte une économie d'environ 0,8 milliard d'euros sur la charge de la dette en année pleine à partir de 2020.

La croissance française devrait rester robuste en 2019 et 2020, même si l'environnement international se dégrade. Les réformes structurelles ambitieuses qui ont été engagées depuis le début du quinquennat soutiennent l'activité et l'emploi. À l'issue du Grand Débat National, la transformation du modèle économique français se poursuit, la mise en œuvre de certaines mesures ont été accélérées, en particulier celles visant à mieux rémunérer le travail.

L'activité a bien résisté en France en 2018 (1,7 %), malgré un environnement international moins favorable (ralentissement de la demande mondiale en lien avec la montée des mesures protectionnistes, hausse des prix du pétrole et appréciation passée de l'euro). La consommation des ménages a été peu dynamique en 2018, mais la croissance a été soutenue par la **résilience des exportations et le dynamisme de l'investissement des entreprises**.

Malgré le ralentissement de l'activité, en grande partie lié à l'environnement international, une amélioration de la situation économique française s'observe sur de nombreux fronts :

- Sur le front de l'emploi, l'année 2018 et le premier semestre 2019 ont été marqués par des créations qui restent particulièrement soutenues (+500 000 postes en cumulé en deux ans, depuis le 3e trimestre 2017), en ligne avec la dynamique de l'activité et de l'investissement initiée au second semestre 2017. Le **taux de chômage** a en conséquence baissé, en dépit d'une hausse de la population active, pour s'établir à 8,5 % sur la France entière au deuxième trimestre 2019, et atteindre le **plus bas niveau observé depuis 2009**. Concernant les autres indicateurs clés de l'emploi, le **chômage des jeunes** (19,4 % au 2e trimestre 2019), et le chômage de **longue durée** (3,2 % en France métropolitaine) s'affichent en nette diminution. La **qualité de l'emploi** poursuit son amélioration, comme en témoigne la hausse du taux d'emploi en CDI (49,7 % en France métropolitaine, contre 49,2 % deux ans auparavant), et celle du taux d'emploi à temps complet (54,7 % en France métropolitaine, contre 53,4 % deux ans auparavant).

- En parallèle, **l'attractivité du territoire français**, et de son environnement des affaires **continue de se renforcer**. Les flux d'investissements étrangers en France ont ainsi été très dynamiques en 2018 (48 Md€ en 2018, **niveau record d'IDE entrants**). Par ailleurs la place de la France dans les classements internationaux enregistre des progrès notables en 2018, en particulier celui du Global Competitiveness Report du World Economic Forum de Davos pour lequel la France progresse de 5 places pour atteindre la 17e place.

- L'année 2018 a également conforté la **trajectoire de redressement des comptes publics**. Le déficit public a poursuivi son amélioration pour s'inscrire à un niveau de 2,5 % du PIB. Ces résultats reflètent une maîtrise sans précédent des dépenses publiques, qui s'est traduite par une **baisse historique de 0,3 % des dépenses publiques en termes réels**. Le déficit prévu au titre de l'année 2019 atteindrait 3,1 % du PIB, la barre des 3 % étant alors franchie de manière exceptionnelle et transitoire du fait de la transformation du CICE en allègements de cotisations sociales. Le déficit reviendrait par la suite à 2,2 % du PIB en 2020, puis 1,5 % du PIB en 2022. La maîtrise des finances publiques sera poursuivie tout au long du quinquennat, par des réformes structurelles ayant pour objectifs d'améliorer l'efficacité de l'intervention publique et le service rendu aux citoyens.

La croissance devrait conserver une dynamique robuste, de +1,4 % en 2019 et +1,3 % en 2020. Celle-ci serait portée, à cet horizon, par la dynamique de la consommation des ménages, fortement soutenue par des créations d'emploi dynamiques, par les mesures de revalorisation du travail et de pouvoir d'achat (hausse de la prime d'activité, baisse des cotisations sociales, baisse de la taxe d'habitation, baisse d'impôt sur le revenu), par un dynamisme toujours fort de l'investissement des entreprises et par la capacité des entreprises françaises à bien répondre à la demande extérieure qui leur est adressée.

CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

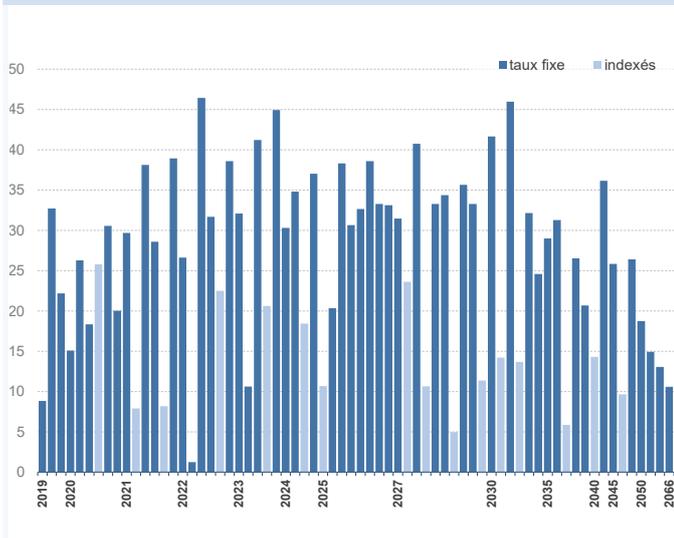
| | | Court terme | | | | | Moyen terme | Long terme | Indexés |
|---------------|---------------------|-------------|----|----|----|---|-------------|------------|---------|
| Novembre 2019 | date d'adjudication | 4 | 12 | 18 | 25 | / | 21 | 7 | 21 |
| | date de règlement | 6 | 14 | 20 | 27 | / | 25 | 11 | 25 |
| Décembre 2019 | date d'adjudication | 2 | 9 | 16 | 23 | / | 5 | 5 | 5 |
| | date de règlement | 4 | 11 | 18 | 27 | / | 9 | 9 | 9 |

 adjudications optionnelles
 décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2019

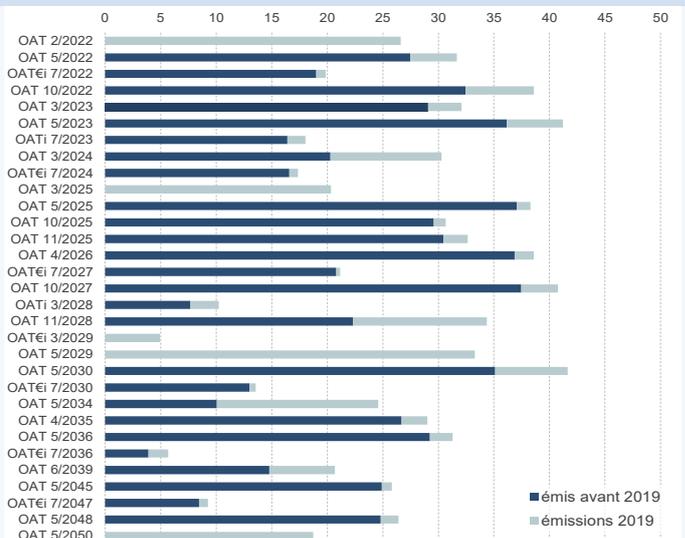
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 30 SEPTEMBRE 2019

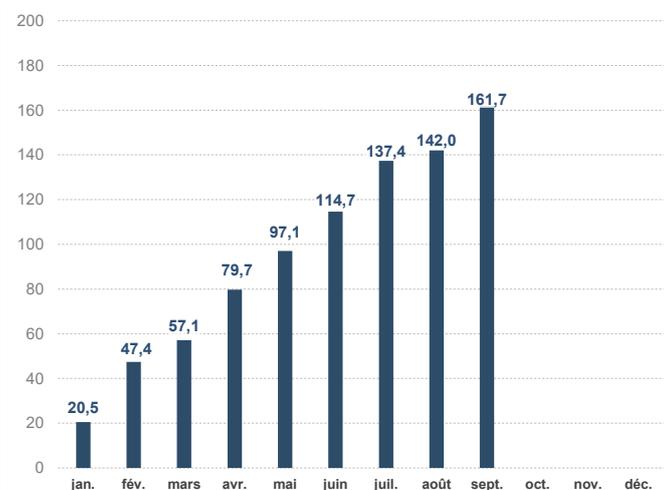
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

ÉMISSIONS NETTES DES RACHATS AU 30 SEPTEMBRE 2019

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 30 SEPTEMBRE 2019

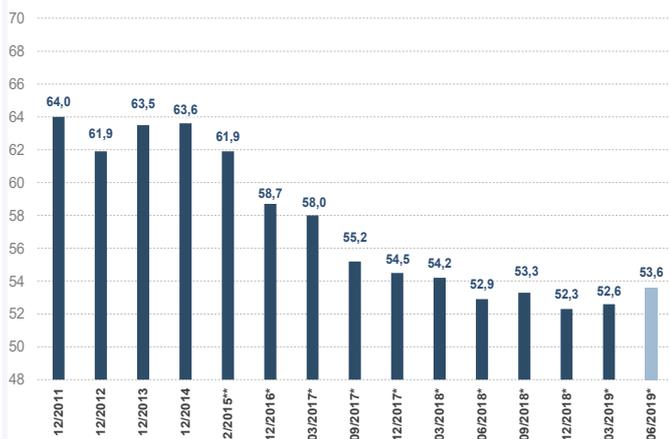
EN MILLIARDS D'EUROS

| Mois | Intérêts | Amortissements |
|---------|----------|----------------|
| oct-19 | 12,7 | 41,5 |
| nov-19 | 1,5 | 22,2 |
| déc-19 | | 0,0 |
| janv-20 | | |
| févr-20 | | 15,1 |
| mars-20 | 0,0 | |
| avr-20 | 12,2 | 26,3 |
| mai-20 | 6,9 | 18,3 |
| juin-20 | 0,4 | |
| juil-20 | 3,0 | 26,1 |
| août-20 | | |
| sept-20 | | |

Source : Agence France Trésor

DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2019

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



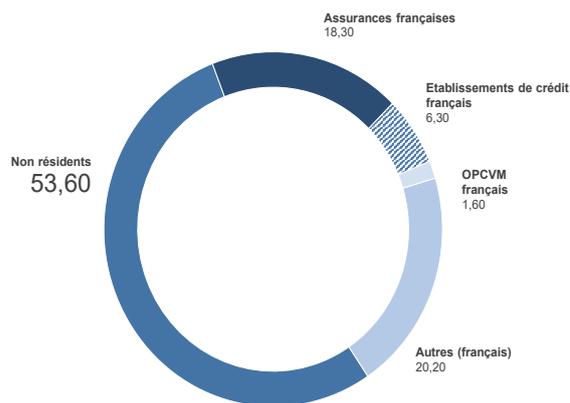
* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

** Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 2^{ÈME} TRIMESTRE 2019

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 30 SEPTEMBRE 2019

EN EUROS

| | |
|--|---------------------------|
| Total dette à moyen terme et long terme | 1 740 300 417 643 |
| Encours démembré | 62 974 134 700 |
| Durée de vie moyenne | 8 ans et 161 jours |
| Total dette à court terme | 113 617 000 000 |
| Durée de vie moyenne | 116 jours |
| Encours total | 1 853 917 417 643 |
| Durée de vie moyenne | 7 ans et 344 jours |

Source : Agence France Trésor

DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2015 AU 30 SEPTEMBRE 2019

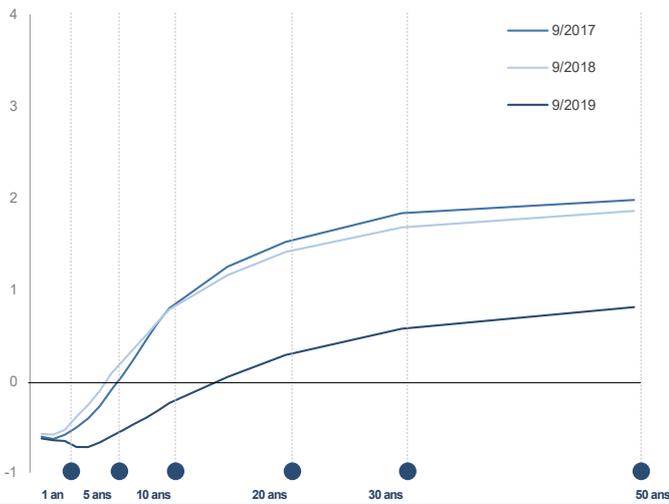
EN MILLIARDS D'EUROS

| | Fin 2016 | Fin 2017 | Fin 2018 | Fin août 2019 | Fin sept. 2019 |
|--|--------------|--------------|--------------|---------------|----------------|
| Encours de la dette négociable | 1 621 | 1 686 | 1 756 | 1 836 | 1 854 |
| <i>dont titres indexés</i> | 200 | 202 | 220 | 221 | 222 |
| Moyen et Long Terme | 1 487 | 1 560 | 1 644 | 1 721 | 1 740 |
| Court Terme | 134 | 126 | 113 | 114 | 114 |
| Durée de vie moyenne de la dette négociable | | | | | |
| | 7 ans | 7 ans | 7 ans | 7 ans | 7 ans |
| | 195 jours | 296 jours | 336 jours | 352 jours | 344 jours |

Source : Agence France Trésor

COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

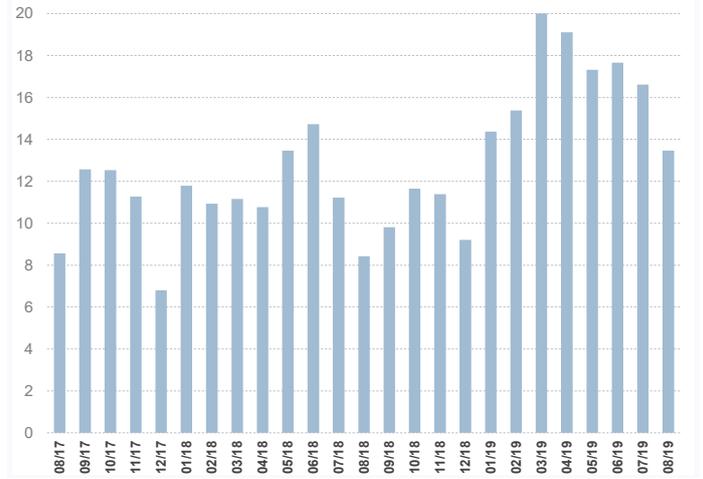
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

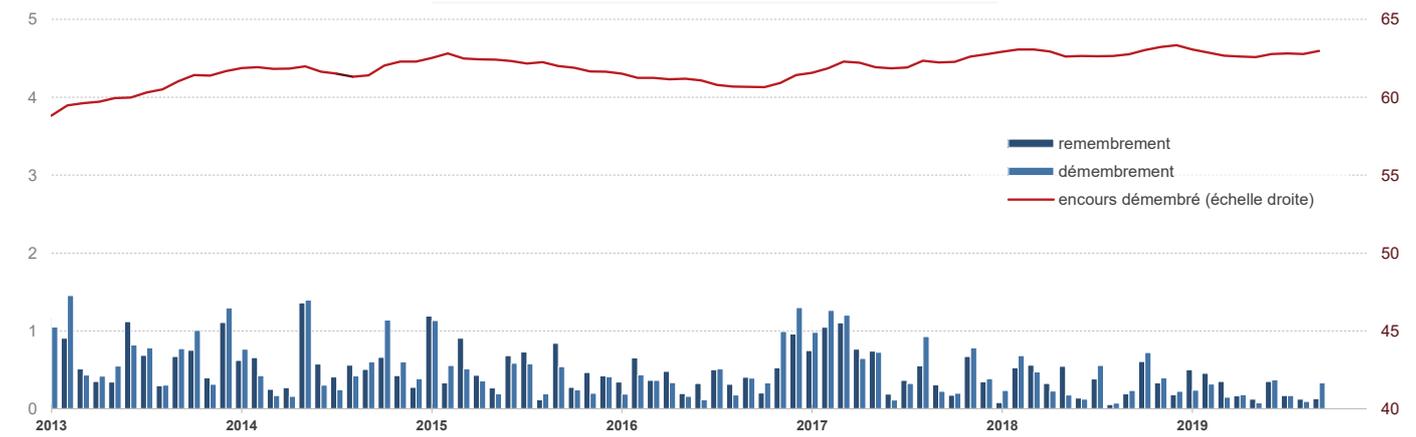
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosysteme

MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

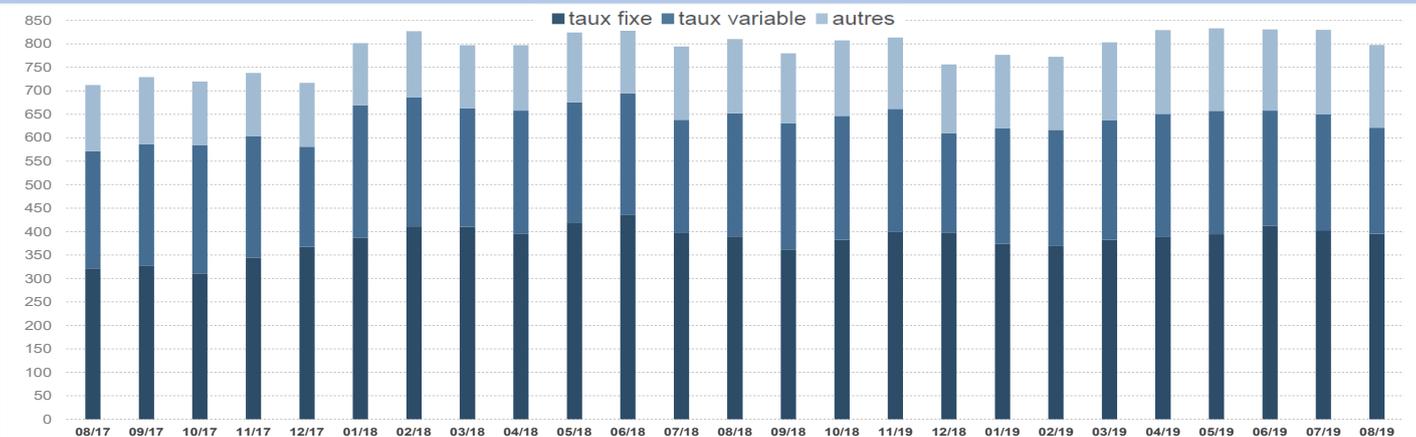
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

DETTE À COURT TERME AU 30 SEPTEMBRE 2019

| Code ISIN | Échéance | Encours (€) |
|--------------|----------------------|---------------|
| FR0125692352 | BTF 2 octobre 2019 | 5 620 000 000 |
| FR0125218257 | BTF 9 octobre 2019 | 4 848 000 000 |
| FR0125692360 | BTF 16 octobre 2019 | 4 994 000 000 |
| FR0125533093 | BTF 23 octobre 2019 | 4 101 000 000 |
| FR0125692378 | BTF 30 octobre 2019 | 5 729 000 000 |
| FR0125218265 | BTF 6 novembre 2019 | 4 204 000 000 |
| FR0125692386 | BTF 14 novembre 2019 | 5 293 000 000 |
| FR0125533101 | BTF 20 novembre 2019 | 5 062 000 000 |
| FR0125692394 | BTF 27 novembre 2019 | 5 489 000 000 |
| FR0125218273 | BTF 4 décembre 2019 | 2 578 000 000 |
| FR0125692402 | BTF 11 décembre 2019 | 4 894 000 000 |
| FR0125692410 | BTF 18 décembre 2019 | 5 609 000 000 |
| FR0125375099 | BTF 2 janvier 2020 | 4 991 000 000 |
| FR0125692428 | BTF 15 janvier 2020 | 5 122 000 000 |
| FR0125375107 | BTF 29 janvier 2020 | 4 165 000 000 |
| FR0125692436 | BTF 12 février 2020 | 4 184 000 000 |
| FR0125375115 | BTF 26 février 2020 | 4 483 000 000 |
| FR0125533119 | BTF 25 mars 2020 | 5 811 000 000 |
| FR0125533127 | BTF 22 avril 2020 | 4 897 000 000 |
| FR0125533135 | BTF 20 mai 2020 | 4 669 000 000 |
| FR0125533143 | BTF 17 juin 2020 | 4 616 000 000 |
| FR0125692451 | BTF 15 juillet 2020 | 5 158 000 000 |
| FR0125692469 | BTF 12 août 2020 | 5 267 000 000 |
| FR0125692477 | BTF 9 septembre 2020 | 1 833 000 000 |

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2019 - 2022) AU 30 SEPTEMBRE 2019

| Code ISIN | Libellé | Encours (€) | Coeff. ind. | Encours nomi. (€) | Démembrés (€) | CAC* |
|----------------------|----------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|---------------|------|
| Échéance 2019 | | 63 759 963 611 | | | | |
| FR0000570921 | OAT 8,50 % 25 octobre 2019 | 8 844 392 893 | | | 5 590 585 100 | |
| FR0010776161 | OAT 3,75 % 25 octobre 2019 | 32 695 000 000 | | | 0 | |
| FR0011993179 | OAT 0,50 % 25 novembre 2019 | 22 177 000 000 | | | 5 000 000 | x |
| FR0000570954 | OAT cap. 9,82 % 31 décembre 2019 | 43 570 718 (2) | | 6 692 154 | - | |
| Échéance 2020 | | 136 008 070 200 | | | | |
| FR0013232485 | OAT 0,00 % 25 février 2020 | 15 090 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010854182 | OAT 3,50 % 25 avril 2020 | 26 261 000 000 | | | 0 | |
| FR0012557957 | OAT 0,00 % 25 mai 2020 | 18 332 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010050559 | OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020 | 25 760 070 200 (1) | 1,27462 | 20 210 000 000 | 0 | |
| FR0010949651 | OAT 2,50 % 25 octobre 2020 | 30 547 000 000 | | | 0 | |
| FR0012968337 | OAT 0,25 % 25 novembre 2020 | 20 018 000 000 | | | 3 000 000 | x |
| Échéance 2021 | | 151 414 423 400 | | | | |
| FR0013311016 | OAT 0,00 % 25 février 2021 | 29 681 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013140035 | OAT€i 0,10 % 1 mars 2021 | 7 905 713 400 (1) | 1,04490 | 7 566 000 000 | 0 | x |
| FR0010192997 | OAT 3,75 % 25 avril 2021 | 38 129 000 000 | | | 0 | |
| FR0013157096 | OAT 0,00 % 25 mai 2021 | 28 572 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011347046 | OATi 0,10 % 25 juillet 2021 | 8 185 710 000 (1) | 1,04945 | 7 800 000 000 | 0 | |
| FR0011059088 | OAT 3,25 % 25 octobre 2021 | 38 941 000 000 | | | 0 | |
| Échéance 2022 | | 167 017 374 290 | | | | |
| FR0013398583 | OAT 0,00 % 25 février 2022 | 26 608 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571044 | OAT 8,25 % 25 avril 2022 | 1 243 939 990 | | | 601 888 400 | |
| FR0011196856 | OAT 3,00 % 25 avril 2022 | 46 422 000 000 | | | 0 | |
| FR0013219177 | OAT 0,00 % 25 mai 2022 | 31 666 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010899765 | OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022 | 22 495 434 300 (1) | 1,13310 | 19 853 000 000 | 0 | |
| FR0011337880 | OAT 2,25 % 25 octobre 2022 | 38 582 000 000 | | | 0 | |

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2018 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2023 ET PLUS) AU 30 SEPTEMBRE 2019

| Code ISIN | Libellé | Encours (€) | Coeff. ind. | Encours nomi. (€) | Démembrés (€) | CAC* |
|-------------------------------|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------|----------------|------|
| Échéance 2023 | | 149 422 348 863 | | | | |
| FR0013283686 | OAT 0,00 % 25 mars 2023 | 32 076 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571085 | OAT 8,50 % 25 avril 2023 | 10 606 195 903 | | | 5 396 665 200 | |
| FR0011486067 | OAT 1,75 % 25 mai 2023 | 41 220 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010585901 | OATi 2,10 % 25 juillet 2023 | 20 602 152 960 (1) | 1,14152 | 18 048 000 000 | 0 | |
| FR0010466938 | OAT 4,25 % 25 octobre 2023 | 44 918 000 000 | | | 432 585 000 | |
| Échéance 2024 | | 120 539 451 600 | | | | |
| FR0013344751 | OAT 0,00 % 25 mars 2024 | 30 288 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011619436 | OAT 2,25 % 25 mai 2024 | 34 810 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011427848 | OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024 | 18 416 451 600 (1) | 1,06110 | 17 356 000 000 | 0 | x |
| FR0011962398 | OAT 1,75 % 25 novembre 2024 | 37 025 000 000 | | | 42 000 000 | x |
| Échéance 2025 | | 132 601 234 048 | | | | |
| FR0012558310 | OATi 0,10 % 1 mars 2025 | 10 672 305 930 (1) | 1,04049 | 10 257 000 000 | 0 | x |
| FR0013415627 | OAT 0,00 % 25 mars 2025 | 20 340 000 000 | | | 0 | x |
| FR0012517027 | OAT 0,50 % 25 mai 2025 | 38 297 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000571150 | OAT 6,00 % 25 octobre 2025 | 30 653 928 118 | | | 2 820 764 400 | |
| FR0012938116 | OAT 1,00 % 25 novembre 2025 | 32 638 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2026 | | 104 993 000 000 | | | | |
| FR0010916924 | OAT 3,50 % 25 avril 2026 | 38 595 000 000 | | | 0 | |
| FR0013131877 | OAT 0,50 % 25 mai 2026 | 33 274 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013200813 | OAT 0,25 % 25 novembre 2026 | 33 124 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2027 | | 95 831 890 800 | | | | |
| FR0013250560 | OAT 1,00 % 25 mai 2027 | 31 451 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011008705 | OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027 | 23 627 890 800 (1) | 1,11663 | 21 160 000 000 | 0 | |
| FR0011317783 | OAT 2,75 % 25 octobre 2027 | 40 753 000 000 | | | 42 543 600 | |
| Échéance 2028 | | 78 293 872 661 | | | | |
| FR0013238268 | OATi 0,10 % 1 mars 2028 | 10 635 761 250 (1) | 1,03875 | 10 239 000 000 | 0 | x |
| FR0000571226 | OAT zéro coupon 28 mars 2028 | 28 111 411 (3) | | 46 232 603 | – | |
| FR0013286192 | OAT 0,75 % 25 mai 2028 | 33 272 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013341682 | OAT 0,75 % 25 novembre 2028 | 34 358 000 000 | | | 0 | x |
| Échéance 2029 | | 85 247 254 220 | | | | |
| FR0013410552 | OAT€i 0,10 % 1 mars 2029 | 4 955 370 150 (1) | 1,00535 | 4 929 000 000 | 0 | x |
| FR0000571218 | OAT 5,50 % 25 avril 2029 | 35 644 880 458 | | | 2 572 346 100 | |
| FR0013407236 | OAT 0,50 % 25 mai 2029 | 33 281 000 000 | | | 0 | x |
| FR0000186413 | OATi 3,40 % 25 juillet 2029 | 11 366 003 612 (1) | 1,30133 | 8 734 144 000 | 0 | |
| Échéance 2030 | | 55 842 415 220 | | | | |
| FR0011883966 | OAT 2,50 % 25 mai 2030 | 41 642 000 000 | | | 0 | x |
| FR0011982776 | OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030 | 14 200 415 220 (1) | 1,04746 | 13 557 000 000 | 0 | x |
| Échéance 2031 | | 45 948 000 000 | | | | |
| FR0012993103 | OAT 1,50 % 25 mai 2031 | 45 948 000 000 | | | 54 500 000 | x |
| Échéance 2032 | | 45 832 320 850 | | | | |
| FR0000188799 | OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032 | 13 669 998 250 (1) | 1,29145 | 10 585 000 000 | 0 | |
| FR0000187635 | OAT 5,75 % 25 octobre 2032 | 32 162 322 600 | | | 11 147 357 400 | |
| Échéances 2033 et plus | | 307 548 797 880 | | | | |
| FR0013313582 | OAT 1,25 % 25 mai 2034 | 24 577 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010070060 | OAT 4,75 % 25 avril 2035 | 29 004 000 000 | | | 4 774 537 000 | |
| FR0013154044 | OAT 1,25 % 25 mai 2036 | 31 286 000 000 | | | 0 | x |
| FR0013327491 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036 | 5 850 986 050 (1) | 1,02739 | 5 695 000 000 | 0 | x |
| FR0010371401 | OAT 4,00 % 25 octobre 2038 | 26 534 000 000 | | | 4 738 931 400 | |
| FR0013234333 | OAT 1,75 % 25 juin 2039 | 20 677 000 000 | | | 0 | x |
| FR0010447367 | OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040 | 14 292 076 630 (1) | 1,19629 | 11 947 000 000 | 0 | |
| FR0010773192 | OAT 4,50 % 25 avril 2041 | 36 152 000 000 | | | 6 584 199 000 | |
| FR0011461037 | OAT 3,25 % 25 mai 2045 | 25 824 000 000 | | | 1 409 010 000 | x |
| FR0013209871 | OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047 | 9 653 735 200 (1) | 1,04252 | 9 260 000 000 | 0 | x |
| FR0013257524 | OAT 2,00 % 25 mai 2048 | 26 409 000 000 | | | 747 800 000 | x |
| FR0013404969 | OAT 1,50 % 25 mai 2050 | 18 727 000 000 | | | 138 600 000 | x |
| FR0010171975 | OAT 4,00 % 25 avril 2055 | 14 926 000 000 | | | 7 774 818 000 | |
| FR0010870956 | OAT 4,00 % 25 avril 2060 | 13 055 000 000 | | | 7 420 104 100 | |
| FR0013154028 | OAT 1,75 % 25 mai 2066 | 10 581 000 000 | | | 676 900 000 | x |

[1] valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

[3] valeur actualisée au 28/03/2019 ; non offerte à la souscription

* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

| | | |
|--|----------|------------|
| Production industrielle, glissement annuel | -0,5 % | 08/2019 |
| Consommation des ménages*, glissement annuel | 0,5 % | 09/2019 |
| Taux de chômage (BIT) | 8,5 % | T2-2019 |
| Prix à la consommation, glissement annuel | | |
| • ensemble | 0,9 % | 10/2019 |
| • ensemble hors tabac | 0,8 % | 10/2019 |
| Solde commercial, fab-fab, cvs | -5,0 Md€ | 08/2019 |
| " " | -4,5 Md€ | 07/2019 |
| Solde des transactions courantes, cvs | -2,5 Md€ | 08/2019 |
| " " | -0,3 Md€ | 07/2019 |
| Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10) | -0,06 % | 29/10/2019 |
| Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor) | -0,41 % | 25/10/2019 |
| Euro / dollar | 1,11 | 29/10/2019 |
| Euro / yen | 120,88 | 29/10/2019 |

* produits manufacturés
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

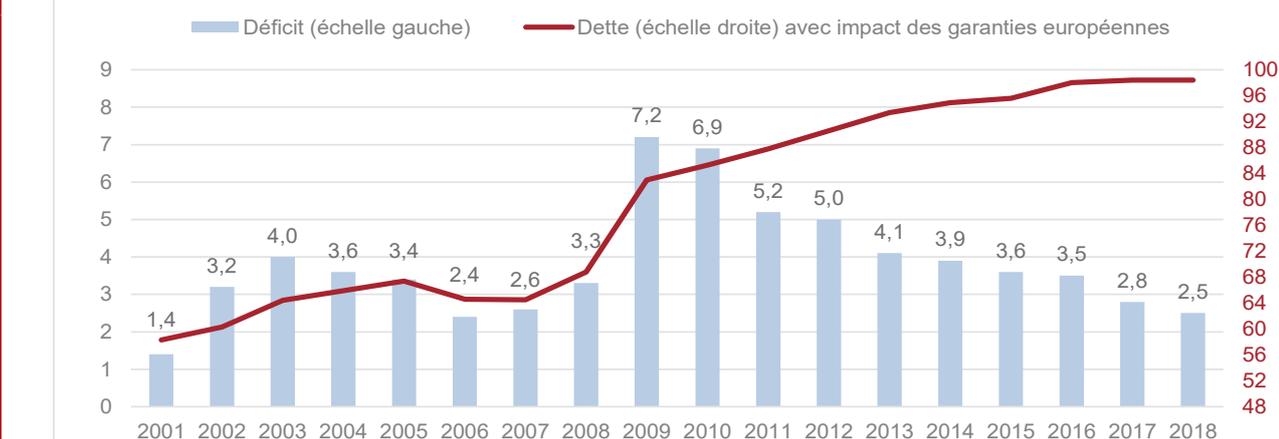
EN MILLIARDS D'EUROS

| | | | niveau à la fin août | | |
|--------------------------------------|--------|--------|----------------------|--------|---------|
| | 2017 | 2018 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Solde du budget général | -73,35 | -76,91 | -60,89 | -65,99 | -92,29 |
| Recettes | 313,59 | 313,77 | 201,50 | 197,70 | 180,68 |
| Dépenses | 386,94 | 390,69 | 262,39 | 263,69 | 272,97 |
| Solde des comptes spéciaux du Trésor | 5,53 | 0,82 | -32,11 | -31,31 | -30,85 |
| Solde général d'exécution | -67,67 | -76,00 | -93,00 | -97,30 | -123,14 |

Source : Ministère de l'Action et des Comptes publics

FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

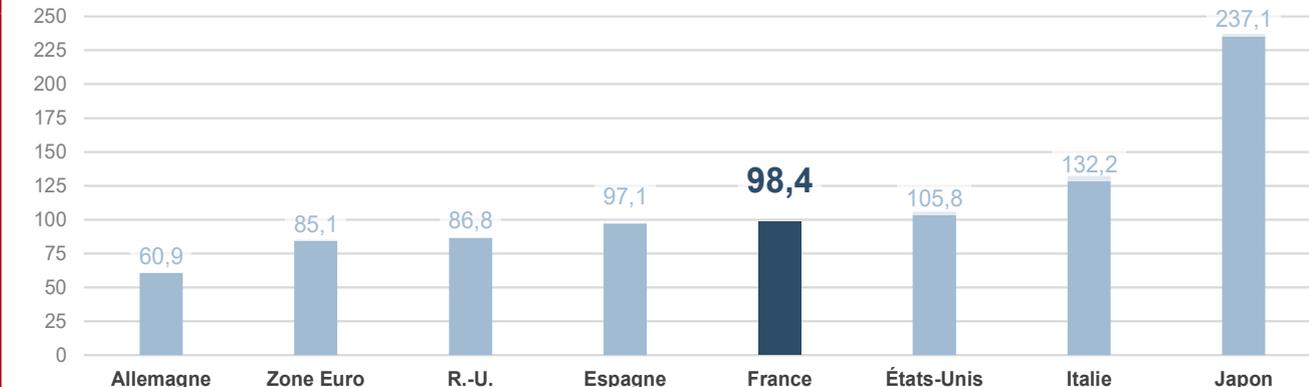
EN % DU PIB



Sources : Insee

DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2018

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee

NOVEMBRE 2019 

7
Investissement
dans l'industrie :
enquête d'octobre

8
Commerce
extérieur en valeur
en septembre

8
Estimation flash
de l'emploi salarié
T3 2019

8
Balance des
paiements en
septembre

8
Production
industrielle : indice
d'octobre

14
Prix à la
consommation :
indice d'octobre

15
Réserves nettes de
change en octobre

21
Conjoncture
dans l'industrie :
enquête mensuelle
de novembre 2019

27
Conjoncture auprès
des ménages :
enquête mensuelle
de novembre

29
Comptes nationaux
trimestriels :
résultats détaillés
T3 2019

29
Prix à la
consommation
indice de novembre

29
Prix à la production
et l'importation :
indices d'octobre

29
Consommation des
ménages en bien
octobre

DÉCEMBRE 2019 

6
Balance des
paiements en
octobre

6
Commerce
extérieur en valeur
en octobre

10
Emploi salarié T3
2019

10
Production
industrielle : indice
d'octobre

12
Prix à la
consommation :
indice de novembre

13
Réserves nettes
de change en
novembre

18
Inflation IPCH :
indice de novembre

19
Conjoncture dans
l'industrie : enquête
trimestrielle de
décembre

20
Prix à la production
et à l'importation
dans l'industrie :
indices de
novembre

20
Consommation des
ménages en biens
en novembre

20
Dette trimestrielle
de Maastricht des
administrations
publiques - T3 2019

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin
Rédaction : Agence France Trésor
Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

www.aft.gouv.fr

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « contact@aft.gouv.fr ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».